



COMMUNIQUE SNP TRI-CGT ET SNP2E-FO
LE 15 JUIN, GREVE DANS LES 11 DIR UNE PREMIERE
QUI APPELLE D'AUTRES ACTIONS

A l'appel du SNP TRI-CGT et du SNP2E-FO qui avaient décidé de faire du 15 juin une journée d'action par la grève devant le Ministère de la Transition Ecologique (MTE), les agents des DIR se sont rassemblés pour manifester leur mécontentement concernant le projet de loi 4D (Différenciation, Décentralisation, Déconcentration, Décomplexification) devenu récemment 3DS (S pour simplification), et le projet RRN 20-30.

Les personnels des réseaux routiers dénoncent et combattent ces projets qui ont pour objectif de supprimer 230 emplois en 2021 dans les DIR, ainsi que des missions de Service Public et au passage dégrader les conditions de travail des agents de ces services et de baisser leurs rémunérations.

Des actions locales dans les services ont aussi été organisées, avec des taux de grévistes significatifs.

Une délégation de nos organisations syndicales a été reçue par Florian WEYER directeur-adjoint de cabinet du Ministre Délégué aux Transports, Aymeric MORIN conseiller social du Ministre délégué aux Transports, Sandrine CHANZI Directrice des Infrastructures de Transport, Jean-Renaud GELY Directeur des Infrastructures de Transport Adjoint, Jacques CLEMENT DRH et Véronique TEBOUL Responsable des Relations Sociales.

Après près de deux heures d'échanges, les représentants de l'administration se cachent derrière le projet de texte de loi pour ne pas répondre à nos interrogations, toutefois ils travaillent à la mise en œuvre. D'après leurs dires, beaucoup de collectivités souhaitent gérer les réseaux se trouvant sur leur territoire. Ils ont expliqué que c'est seulement après la publication de la loi que la réorganisation des 11 DIR pourraient avoir lieu, en fonction des réseaux routiers qui resteront en gestion par l'État.

Cependant, aucune réponse sur nos questions concernant le devenir du Service Public, des missions publiques, des recrutements sous statuts, de l'avenir des personnels et de leurs postes.

Rien non plus sur la revalorisation et le maintien des rémunérations en particulier spécifique.

Nous avons aussi rappelé le danger de cette politique d'austérité qui détruit les missions et les emplois nécessaires pour l'intérêt général est néfaste pour le service public. Cette politique est dommageable pour les usagers, tout comme pour l'amélioration de nos conditions de travail, la revalorisation de la valeur du point d'indice et de nos rémunérations.

Ce 15 juin est une première étape, nous devons collectivement rester mobiliser au sein des 11 DIR pour amplifier notre rapport de forces indispensable pour obtenir satisfaction sur nos revendications.

Paris, le 16 juin 2021